Motion sur la défense de l'ONF

Depuis le terrible incendie de 2000, nous avons ensemble développé des actions de sensibilisation, de reboisement, de prévention des incendies, de surveillance....

Notre forêt, dans l'environnement industriel qui nous entoure, représente notre « poumon vert ». Elle est un espace de loisirs, de convivialité, d'observation de la nature et d'apprentissage de l'environnement précieux.

L'ONF gère cette forêt pour le compte du Conseil départemental et de la ville, ainsi que pour son champ de compétences propre.

Une réforme de l'ONF serait en train de se préparer. La modification du mode de gestion actuellement en EPIC (Établissement public à caractère industriel et commercial) pourrait permettre de remplacer progressivement tous les emplois publics par des emplois privés.

Outre le statut des agents qui est attaqué, les missions de l'ONF sont également en danger.

En effet, les syndicats dénoncent la volonté de la direction de faire de la forêt publique française une *"usine à bois"*.

L'intersyndicale accuse la direction de prétexter, *"comme à la SNCF", un "déficit creusé par des décisions gouvernementales"* pour remettre en cause le statut d'établissement public de l'ONF. Elle estime également que la direction *"tente de faire passer en force une convention collective qui revoit à la baisse les rémunérations de nombreux salariés"*.

Depuis septembre 2017, les syndicats réunis demandent l'ouverture de négociations aux ministères de tutelle qui s'y refusent, entraînant un climat social délétère.

Pour répondre à des exigences européennes en matière d'augmentation de la biomasse, à savoir la production d'énergie par le bois, l'objectif du gouvernement est de fournir de plus en plus d'arbres dans les centrales thermiques. Loin d'organiser cette production en fonction des besoins, grâce à une planification, l'objectif serait de céder au privé notre patrimoine naturel, déséquilibrant l'écosystème de notre territoire. Syndicalistes forestiers et militants du réseau SOS forêt s'inquiètent du développement d'une telle filière comme un facteur *« d'industrialisation de la forêt »*. *« Avant de répondre à un besoin économique, l'exploitation forestière doit s'adapter aux besoins écologiques en matière d'hydrologie, de biodiversité et aux besoins sociaux, c'est-à-dire à l'usage de loisirs de la forêt »*, dit le forestier lorrain Nicolas Gomez, syndiqué au Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (Snupfen).

Le Conseil Municipal de Port de Bouc réuni le 29 mai propose une motion pour soutenir les agents de l'ONF déterminés à protéger la forêt publique. Fortement concernés dans notre ville, nous sommes particulièrement sensibles à cette question, car les conséquences d'une privatisation rampante de la forêt seraient catastrophiques : suppression des actions de prévention, marchandisation du bois etc.

Il est urgent que les ministères de tutelle acceptent un dialogue et que le gouvernement prenne ses responsabilités en matière d'écologie et de préservation du patrimoine naturel.